cgas
Les syndicats de Genève

Contre le démantèlement social et la division des salarié-e-s

STOP au dumping salarial et à la destruction d'emplois

STOP à la baisse de nos retraites

grande manifestation samedi 28 mai 2016

15h00 place Neuve - Genève

Un large mouvement (composé de travailleurs du privé et du public, usagers des services publics ou des milieux culturels, chomeurs, étudiants, migrants) appelle à manifester ce 28 mai et **faire entendre notre voix contre les politiques d'austérité.**

Faudrait-il encore améliorer les profits du patronat ?

Malgré un travail toujours plus pénible et stressant, les salaires n'ont guère évolué, quand il n'ont pas été revus à la baisse ! Les seules augmentations connues sont celles du travail précaire (multiplication des stages lors de premiers emplois, explosion du travail temporaire, temps partiels imposés toujours plus fréquents), de la flexibilité horaire, des licenciements ou menaces de licenciement. Les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader ces dernières années.

quand les bénéfices sont en hausse

La crise économique, le franc fort ou le tourisme d'achat brandis pour justifier les politiques de nos employeurs semblent toutefois miraculeusement épargner leurs bénéfices. 52 millions de francs pour Implenia qui refuse d'augmenter les salaires des maçons et qui multiplie les engagements via les agences temporaires; 635 millions pour Givaudan; 790 millions pour la Migros qui veut faire travailler les vendeuses et vendeurs jusqu'à 20h; 6 milliards pour UBS...

et que l'austérité se renforce

Coupes dans le social, gel des subventions aux associations culturelles et sportives, à l'assurance maladie, aux prestations complémentaires AVS/AI, mais également augmentation du temps de travail et de l'age de la retraite des femmes et diminution des rentes vieillesse pour tous, autant de mesures qui entraineront une dégradation sans précédent de nos conditions de vie.

Ces politiques vont nous précipiter dans une spirale d'appauvrissement. Tous seront frappés : les chomeur-euse-s, les bénéficiaires de prestations complémentaires et de l'aide sociale, les locataires, les salariés du privé comme du public, les handicapés, les femmes et leurs associations, les retraités, les patients des hopitaux publics, des EMS ou des institutions sociales, les artistes et les milieux culturels, les élèves et

apprentis et leurs parents, les étudiants, les défenseurs de l'environnement, les immigrés, les réfugiés, les milieux associatifs, les œuvres d'entraide, les associations d'aide au développement, etc.

Alors que le travail des salariés de la fonction publique produit des richesses pour la société, on persiste à prétendre seuls sont productifs les emplois qui procurent du profit aux entreprises !

NON à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)

Le point de départ est de supprimer la concurrence fiscale déloyale que la Suisse exerce en imposant les sociétés étrangères trois fois moins que les sociétés suisses (jusqu'à 7.5% au lieu de 24% à Genève). Ces statuts spéciaux doivent etre abolis pour un taux unique. Mais les milieux financiers et patronaux en profitent pour exiger un taux si bas que les pertes l'Etat républicain se chiffreront en milliards !

Si le taux d'imposition sur les profits des entreprises est de la compétence des cantons, le cadre général est fixé au niveau fédéral. Ainsi les Chambres fédérales s'apprêtent à adopter **une série de déductions fiscales** dont profiteront pour l'essentiel les grandes entreprises :

- la « patent box » permettra de déduire du bénéfice ceux générés par les brevets et autres patentes;
- les dépenses de recherche pourront etre déduites du bénéfice imposable jusqu'à 80 % de celui-ci;
- les « intérets notionnels » déduiront du bénéfice imposable des entreprises les intérets que celles-ci auraient encaissés si elles avaient placé leur argent sur les marchés des capitaux;
- la taxe au tonnage sera introduite en faveur des sociétés de transport maritime.

Et les pertes pour la Confédération sont évaluées à 5 milliards de francs par an...

La gauche, la CGAS et les syndicats de la fonction publique demandent la suppression du «bouclier fiscal» et des recettes nouvelles pour éviter une perte accrue de substance vu que les impots ont déjà été trop réduits à Genève.

Les citoyennes et citoyens de Genève se prononceront le 5 juin sur les coupes budgétaires dans le social, la santé, la culture et les associations, aussi >

Les luttes contre l'austerité en Europe

mercredi 25 mai 2016 18h

UOG, place des Grottes 3

Conférénce syndicale internationale

Des grèves au Portugal à la lutte contre la loi sur le travail en France, aux luttes à Genève, quelles revendications et stratégies ?

Intervenant-e-s:

Agnès NATON - CGT (France)

Carlos TRINDADE - CGTP (Portugal)

Manuela CATTANI - CGAS, SIT

Marc SIMETH - Cartel Intersyndical

Animation: Umberto BANDIERA - CGAS, Unia

Avec la participation de la responsable CGT Rhôme-Alpes sur la lutte contre la loi travail en France

Toutes et tous contre l'austérité

la réponse doit etre la mobilisation et une participation massive des citoyen-ne-s aux votations

Ville de Genève : 2 X NON aux coupes dans le social et la culture

Pour une société plus juste : OUI au revenu de base inconditionnel

Réforme LAsi : NON au démantèlement du droit d'asile